Document generated on 05/20/2025 2:55 p.m.

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

L'usine la Retraite à Baie-Mahault (1883-1950)

Christian Schnakenbourg

Number 188, January–April 2021

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1077690ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1077690ar

See table of contents

Publisher(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (print)
2276-1993 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Schnakenbourg, C. (2021). L'usine la Retraite à Baie-Mahault (1883-1950). *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (188), 55–66. https://doi.org/10.7202/1077690ar

© Société d'Histoire de la Guadeloupe, 2021

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'usine la Retraite à Baie-Mahault (1883-1950)

Christian SCHNAKENBOURG[1]

Sans doute parce qu'elle était l'une des plus petites de la Guadeloupe et a toujours vécu plus ou moins dans l'ombre de Darboussier, l'usine de la Retraite n'a laissé aucune trace sur le sol et bien peu dans la mémoire collective. Elle a pourtant rythmé la vie de Baie-Mahault, et pas seulement dans le domaine économique, pendant deux tiers de siècle. Aujourd'hui, alors qu'un grand projet culturel est en cours d'élaboration sur l'une de ses anciennes habitations (Jabrun), il peut être intéressant de se pencher sur son histoire. Les sources sont peu abondantes et extrêmement dispersées[2], mais elles permettent néanmoins de la retracer à grands traits. Nous étudierons successivement la création de l'usine (1883-84), la grande crise sucrière de la fin du XIXe siècle, l'épisode en demie teinte de la SACIAG (1910-1927), et enfin le passage de la Retraite dans l'orbite du grand capital sucrier, jusqu'à sa fermeture en 1950.

LA CREATION : DE L'HABITATION-SUCRERIE A L'USINE MODERNE (1883-1884)

Depuis la création du marquisat de Houëlbourg, en 1706, Baie-Mahault a toujours été une commune sucrière. Elle compte 14 habitations-sucreries en 1790 et 20 en 1834, à l'apogée du système esclavagiste. Ce sont de grandes plantations familiales (100 à 150 ha), produisant entre 50 et 80 tonnes par an d'un sucre de mauvaise qualité.

---

1. Professeur honoraire des Universités. Membre du laboratoire AIHP –GEODE de l'Université des Antilles.
2. Les abréviations utilisées pour les sources sont les suivantes : ADG = Archives départementales de la Guadeloupe ; ANMT = Archives nationales du monde du travail (Roubaix) ; ANOM = Archives nationales d'outre-mer (Aix-en-Provence). Elles seront précisées au fur et à mesure de nos développements. Sur l'environnement historique et économique général du sujet, voir Ch. Schnakenbourg, *Histoire de l'industrie sucrière en Guadeloupe aux XIXe et XXe siècles*, t. III, *Fluctuations et dépendance, 1884-1946*, Paris, L'Harmattan, 2008, 240 p.

La production repose sur des techniques rudimentaires et peu mécanisées (extraction du vesou par des moulins à eau, à bêtes ou à vent, évaporation et cuite dans des « chaudières » à feu nu et à l'air libre), et surtout sur l'exploitation brutale et sans limite d'une main-d'œuvre servile misérable déportée d'Afrique (entre 50 et 100 esclaves par habitation).

Après l'abolition de l'esclavage, ce système, qualifié désormais de « traditionnel », entre en crise. Les habitations-sucreries ne peuvent pas lutter contre le sucre, moins cher et de meilleure qualité, produit dans des usines modernes en métropole (betterave) et aux Antilles mêmes. Malgré diverses tentatives de modernisation (installation d'un moulin à vapeur, notamment), leur nombre diminue inexorablement, passant pour toute la Guadeloupe de 490 en 1847 à 188 en 1882 ; les dernières disparaitront lors de la grande crise sucrière mondiale de la fin du XIXe siècle. A Baie-Mahault, la dernière statistique détaillée connue ne fait plus état que de quatre habitations-sucreries en 1875, dont une à vapeur.

A la place et sur les décombres de ce système obsolète apparaît une nouvelle organisation de la production reposant sur un petit nombre d'usines dites « centrales » qui manipulent les cannes apportées par les habitations voisines, anciennement en sucrerie et ayant renoncé à leur fabrication. Ce sont des établissements mécanisés employant une technologie moderne importée de la sucrerie de betteraves (utilisation généralisée de la vapeur, évaporation et cuite sous vide, turbinage de la masse cuite …), dont la production est infiniment supérieure à celle des vieilles habitations-sucreries (moyenne de 2.200 tonnes par usine en 1883). Les premières usines modernes apparaissent en Guadeloupe en 1843-44, puis le mouvement s'arrête en raison de la crise et des difficultés de la période post-abolitionniste avant de répandre avec force à partir de 1860. Les deux dernières sont créées en 1884 ; elles sont alors au nombre de 22 dans toute la Guadeloupe[3].

Comme beaucoup d'autres usines créées à cette époque (Beauport, Gardel, Blanchet, Sainte-Marthe…), celle de la Retraite[4] prend la suite d'une habitation-sucrerie établie antérieurement sur le site. Nous ne savons absolument rien sur elle jusqu'en 1881, date à laquelle elle est acquise par Léon Guyot, « habitant-propriétaire » à Baie-Mahault, qui continue à l'exploiter selon le système « traditionnel » de fabrication. Mais celui-ci est en crise, et il apparaît vite qu'il faut l'abandonner au profit d'une usine moderne. Il s'associe alors avec ses beaux-frères Descamps, une autre famille baie-mahaultaise propriétaire de deux habitations dans la commune, Birmingham et Montourment, pour former en janvier 1883, la Société Georges Descamps & Cie qui devra réaliser la transformation prévue. La construction de l'usine avance vite, et elle débute ses opérations en février 1884[5]. Le capital social est de 920.000 F, dont 600.000 représentant la valeur de l'usine. On s'interroge sur l'origine

3. Sur tout ce qui précède, voir le t. II de notre *Histoire* précitée, *La transition post-esclavagiste, 1848-1883*, Paris, L'Harmattan, 2007, 161 p.
4. L'usine de la Retraite à Baie-Mahault ne doit pas être confondue avec celle de Duquéry, souvent désignée sous le même nom, qui fonctionne à Petit-Bourg de 1864 à 1896.
5. *Gazette Officielle de la Guadeloupe*, 1er avril 1884, bull. agricole.

de ces capitaux. Les vieilles familles blanches locales avaient été pas mal « secouées » financièrement par l'Abolition et la chute de leurs habitations, et elles avaient beaucoup dû recourir à l'endettement pour créer les usines modernes. Leur principal créancier métropolitain est alors le Crédit Foncier colonial (CFC), établi en 1860-63 pour financer la modernisation de l'industrie sucrière dans les vielles colonies[6]. Cela ne semble pas être le cas à la Retraite, pour laquelle nous n'avons trouvé aucune trace d'un financement extérieur aux fondateurs, à l'exception peut-être d'un prêt d'environ 200.000 F par une maison de commerce nantaise. L'usine semble donc avoir été créée essentiellement sur la fortune des associés. Ils ne vont pas tarder à la perdre.

Georges Descamps joue en effet de malchance. En février 1884, au moment même où l'usine entame ses opérations, éclate la grande crise sucrière mondiale qui va se prolonger jusqu'au début du XXe siècle ; en deux ans, les cours chutent d'un tiers. Immédiatement, la société connaît des problèmes financiers, que vient aggraver le retrait de son frère et associé Léon Descamps, emportant avec lui les 125.000 F de ses parts[7]. Pour se procurer de l'argent frais, Georges Descamps vend son habitation personnelle Birmingham, dont il avait conservé la propriété au moment de la constitution de la société[8], puis il doit consentir une hypothèque de 220.000 F à son commissionnaire nantais pour le garantir de ses créances[9]. Mais en vain. A la fin de la campagne 1885, la société, incapable de rembourser d'anciennes dettes antérieures à sa constitution pesant sur ses habitations, est expropriée à la requête du Crédit Foncier Colonial[10] et cesse l'exploitation de la Retraite.

LA RETRAITE DANS LA GRANDE CRISE SUCRIERE MONDIALE (1885-1910)

Les difficultés de la société Gérard frères

A peine le CFC a-t-il fait exproprier les Descamps qu'il s'empresse de revendre la Retraite. Quelques semaines plus tard, l'usine et ses habitations sont adjugées à une maison familiale de négoce d'origine marseillaise et active dans le commerce de Pointe-à-Pitre, dont les membres s'associent au sein de la société Gérard frères[11]. Elle est modifiée en 1890, avec l'entrée au capital d'une autre maison marseillaise implantée en Guadeloupe, les Borel ; bien que minoritaires, ceux-ci sont en charge de la direction de l'usine.

---

6. Sur un investissement total de 27 MF dans la création d'usines entre 1843 et 1884, les capitaux créoles ne représentent que 10,5 M, soit 39 % du total, et l'endettement 9,5 M (= 35 %), dont 6,5 M (= 24 %) au CFC ; voir tableau dans *Bull. Sté d'hist. Gpe*, n° 141, 2005, p. 27-28.
7. ANOM, Notariat Gpe, minutes L. Guilliod, 25 juillet 1884.
8. ADG, Hypothèques de Pointe-à-Pitre, transcriptions, vol. 452, n° 30. Vente à Darboussier, qui possédait des habitations voisines, alors qu'elle était trop loin de la Retraite pour pouvoir lui fournir beaucoup de canne. Voir carte dans *Fluctuations et dépendances*, op. cit., p. 32.
9. ANOM, Notariat Gpe, minutes L. Guilliod, 8 avril 1885.
10. Avis dans *Courrier de la Guadeloupe*, 14-17 juillet 1885.
11. Adjudication dans ADG, Hyp. PAP, transcr., vol. 470, n° 37.

Toute l'histoire de la Retraite à l'époque des Gérard se déroule sur fond de grande crise sucrière mondiale, qui éclate en 1884 et se poursuit jusqu'aux premières années du XXe siècle. Jusqu'en 1905, les cours diminuent de moitié. Nous n'avons pratiquement aucune information permettant de retracer cette histoire avec un minimum de précision, mais les quelques bribes que nous en connaissons conduisent à trois observations.

1) La Retraite est une petite usine (*Voir tableau et graphique*). Sur la moyenne des années 1889-93 (pas de données antérieures), elle figure au douzième rang sur les 17 en activité dans l'Archipel, et sa production ne représente que 3,6 % du total guadeloupéen, contre 21,9 % pour Darboussier, la première. L'impact de la crise sur son activité est difficile à apprécier exactement, en raison d'un énorme « trou » dans les sources, mais nul doute que, comme toutes les usines, la Retraite soit très durement frappée. On voit sur le graphique la chute brutale de la production entre 1884-93 et 1896, en conséquence d'un nouvel effondrement du prix du sucre en 1894-95. Une troisième violente baisse des cours se produira encore en 1901-02, mais nous n'avons pas les chiffres permettant de mesurer ses effets. En longue période, la production ne semble pas progresser, demeurant inchangée autour des 1.500 tonnes sur l'ensemble des années 1889-93 à 1911, alors qu'elle passe d'une moyenne de 2.483 à 4.008 t pour les autres usines. Il est probable que la maison-mère marseillaise qui la soutenait n'avait pas les moyens de financer les investissements nécessaires pour suivre le mouvement général d'accroissement de capacité de l'ensemble de la branche.

2) Même si elle connaît, comme toutes usines de la Guadeloupe, de très grosses difficultés, elle parvient tout de même à survivre à la crise avec les mêmes propriétaires ou contrôlaires. A la veille de la première Guerre, elles ne sont plus que sept dans ce cas, sur les seize alors en activité dans l'Archipel guadeloupéen[12]. L'une des raisons vraisemblables réside dans le fait que, même aux pires moments, les Gérard ne sont jamais laissés aller à emprunter au CFC, qui en créancier impitoyable, expropriait sans hésitation toutes les usines et habitations qui avaient commis l'erreur de mettre leur doigt dans cet engrenage. Nous avons vu que c'était déjà le cas de Georges Descamps à la Retraite en 1885, et d'autres subirons le même sort jusqu'à la fin de la crise, entrainant leur fermeture ou leur passage sous contrôle métropolitain[13].

3) Comme toutes les usines, la Retraite renvoie le plus possible le poids de la crise sur la main-d'œuvre rurale. Confrontées à la baisse du prix du sucre, elles mettent en œuvre une politique de compression des coûts, en imposant à leurs travailleurs agricoles de conditions insupportables de travail et de rémunération. Cela passe tout d'abord par une réduction des salaires, qui diminuent de 40 à 50 % jusqu'en 1900, en même temps que la journée de travail passe de sept à dix heures. Puis,

---

12. Sainte-Marthe, Gardel, Courcelles, La Retraite, Grande-Anse MG, Les Mineurs ; plus Blanchet, où la famille fondatrice continue de diriger l'usine ; *Fluctuations et dépendance*, op. cit., p. 44.

13. Bonne-Mère, Clugny, Marquisat et Duquéry en 1884-85 ; Montmein en 1887 ; Marquisat de nouveau en 1892, Beauport en 1901, Duval en 1904 et 1911 ; plus, fortes pressions sur Ernest Souques, propriétaire de Darboussier, pour l'obliger à vendre, en 1907 ; *ibid*, id°, et p. 49-55.

TABLEAU n° 1 : Evolution de la production de la retraite

	Tonnes de sucre	Sources
1889-93	1.554	ADG, 2J 9 (Mss J. Ballet), p. 13 ; moyenne annuelle
1896	985	ANOM, Gua. 101/716, gouverneur, 29.10.98
1900	2.081	*JO Gpe*, 20 mars 1901
1911	1.522	ANOM, Gua. 222/1374, rapp. annuel gouverneur
1912	1.795	id°
1913	1.074	id°
1914	714	id°
1918	1.242	ANOM, 1 Aff. Eco. 62/5, gouverneur, 24-4-20
1919	371	id°
1920	962	ADG, Cabinet, 6273/8
1923	1.028	ANOM, 3 Aff. Eco. 4, enquête Barthe
1924	1229	id°
1925	1.757	id°
1926	1.312	id°
1927	839	id°
1928	879	id°
1929	0	ANOM, 125 APOM 507 et 510, rapport AG
1930	931	id°
1931	725	id°
1932	2.087	id°
1933	3.051	id°
1934	1.602	id°
1935	1.709	id°
1936	2.685	id°
1937	2.433	id°
1938	2.117	id°
1939	2.647	id°
1942	3.016	ADG, Incendie 27/1
1945	1.458	ADG, Cabinet, 6219/38
1946	2.084	ANMT, 1965 062/377, rapport SIAPAP
1947	1.607	id°
1948	1.257	id°
1949	1.711	id°
1950	1.673	id°

EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE LA RETRAITE

en 1902, avec la troisième chute du prix du sucre, les usiniers imposent à leurs travailleurs le passage du salaire à la journée à celui à la tâche, en fixant celle-ci à un quantum tellement élevé qu'elle ne peut être effectuée dans la journée, ce qui revient à une nouvelle baisse de la rémunération quotidienne. Celle-ci qui se situait jusqu'alors autour des 1 F à 1,25, correspondant à peu près au minimum physiologique, tombe à l'équivalent de 0,70 à 0,80 F, qui constitue un niveau de famine. Parallèlement, le prix de la canne livrée aux usines par les petits planteurs est abaissé d'abord d'un tiers, puis de près de moitié, ce qui ne leur permet plus de couvrir leurs coûts. Une atroce misère frappe alors la population rurale ; « nous avons dû supprimer un repas par jour pour vivre », déclare un groupe de travailleurs agricoles au député Gerville-Réache en 1898. On doit toutefois noter que la situation semble avoir été un peu « moins pire » à la Retraite que sur les domaines usiniers de la Grande-Terre ; les salaires se situent encore à 1 F – 1,10 au début de 1910. C'est probablement parce que la proximité de la forêt et la disponibilité en terre qui en résulte a permis aux travailleurs de la Basse-Terre de pratiquer une agriculture vivrière « de résistance », donc de refuser des salaires trop bas, pendant que ceux de la Grande-Terre, complétement prolétarisés et sans accès à la terre, étaient bien obligés de subir ce qu'on leur imposait. Il faudra la grande grève de février 1910 pour que les travailleurs agricoles retrouvent des conditions de travail et de rémunération moins brutales[14].

14. Sur tout ce qui précède, voir le rapport du conseiller Salinière sur cette grève, publié par nous sous le titre Crise sucrière et misère populaire en Guadeloupe au début du XXe siècle …, Basse-Terre, 2019, 167 p. Les développements sur la grève à la Retraite sont aux p. 78-89, avec notamment les dépositions du maire de Baie-Mahault, Condo, et de l'ancien directeur de l'usine, Borel.

La formation du domaine foncier

Les usines ont besoin de grandes quantités de canne, qu'elles reçoivent principalement des habitations environnantes.

Sauf pour celles créées initialement comme établissements purement industriels, sans domaine foncier propre, comme Darboussier, leur matière première provient tout d'abord des habitations appartenant antérieurement à leurs fondateurs. C'est le cas pour la plupart des usines de la Guadeloupe (Blanchet, Beauport, Gardel, Grande-Anse …). A la Retraite, Léon Guyot apporte l'habitation du même nom (51 ha + 2 annexes de 15 ha), acquise en 1881, et Georges Descamps Duréau ou Montourment (109 ha), dont il était propriétaire depuis 1873. Ils complètent leur approvisionnement en louant successivement la Grippière, à Petit-Bourg (336 ha), et Convenance (111 ha), propriété de Darboussier mais trop éloignée d'elle pour pouvoir lui être utile[15]. Ils passent également des contrats de fourniture de canne avec des habitations voisines, autrefois établies en sucrerie mais ayant abandonné leur fabrication selon le système ancien et reconverties en simples plantations de canne (« Habitations-adhérentes »).

TABLEAU n° 2 : Evolution du domaine foncier de la retraite

Nom de l'habitation	Sup. ha	Entrée dans le domaine	Observations
La Retraite	51	1883	
Vénus et Moutier	15	1883	Annexes de la Retraite
Duréau ou Montourment	109	1883	
Convenance	111	1884	Louée ; acq. 1890
Monrepos	6	1888	
Mondésir	12	1889	
Paul ou d'Estrelan	242	1889	
Houëlbourg	266	1894	
Jabrun ou Belle-Plaine	200	1898	
Le Calvaire	15	entre 1910 et 27	
Fontarabie	20	id°	
Mariette	18	id°	

Sources : ADG, Hyp. PAP, transcr. 470/37, 497/34, 501/8, 514/53 et 54, 550/2, 569/49, jusqu'à Jabrun ; ANOM, 125 APOM 510 ensuite.
Toutes ces habitations sont situées à Baie-Mahault, sauf les trois dernières à Petit-Bourg.

Mais avec la crise sucrière, à partir de 1884, la situation des planteurs « adhérents » devient vite intenable. Le prix de la canne qu'ils vendent aux usines est directement fonction de celui du sucre et diminue en même temps que lui. Progressivement, ils abandonnent leurs habitations et les revendent aux usines qui, bien qu'elles-mêmes en difficulté, doivent bien les reprendre sous peine de ne plus avoir suffisamment de cannes à manipuler[16].

15. ANOM, Notariat Gpe, minutes L. Guilliod, 21 juillet 1883 et 16 février 1884.
16. Exposé détaillé de ce processus dans le cas de Darboussier, dans Ch. Schnakenbourg, *La Compagnie sucrière de la Pointe-à-Pitre (E. Souques & Cie). Histoire de l'usine Darboussier de 1867 à 1907*, Paris, 1997, p. 59-76.

La Retraite connaît la même évolution. Les habitations-adhérentes, qui fournissaient encore la moitié des cannes manipulées en 1889-93, disparaissent dans les années 1890, rachetées par Gérard frères. Son domaine foncier, constitué initialement de deux habitations et 175 ha, atteint neuf habitations et 1.012 ha en 1910 (*Tableau 2*). Viennent s'ajouter les cannes provenant de l'habitation la Grippière, louée jusqu'en 1911, ainsi que celles des petits planteurs, sur le volume desquelles nous ne sommes pas renseignés avant 1933[17]. Ce domaine n'évoluera plus guère par la suite. A des dates que nous ignorons, mais antérieures à 1927, il s'accroît de trois petites habitations, pour s'étendre finalement sur 1.137 ha, superficie inchangée en 1946[18]. En outre, le domaine est desservi par un chemin de fer de 20 km pour amener les cannes à l'usine et relier celle-ci à l'embarcadère de Pointe-Jarry[19].

SACIAG ET SPIA : LA RETRAITE ENTRE INCONNUE ET FAILLITE (1910-1927)

En 1910, le décès d'un des trois frères Gérard conduit les deux autres à restructurer le capital de leur société. L'ancienne société familiale est dissoute et remplacée par une société anonyme, la SACIAG (Société anonyme commerciale, industrielle et agricole de la Guadeloupe), qui recueille tout l'actif. Le contrôle demeure partagé entre les Gérard, majoritaires à 71 %, et les Borel, qui ne détiennent que 28 % mais dirigent effectivement l'entreprise (Gaston Borel est le PDG)[20].

La SACIAG demeure propriétaire de la Retraite jusqu'en 1920. L'histoire de l'usine pendant cette période est une grande inconnue. En dehors de quelques chiffres épars de production provenant de sources hétérogènes (*tableau 1*), nous ne savons absolument rien d'elle. Même l'évolution de sa production semble assez mystérieuse, tant elle se situe à contre-courant de celle de la Guadeloupe en général (*Voir graphique*). Elle diminue entre 1911 et 1914 pendant qu'elle augmente partout ailleurs. Puis elle s'accroît de 80 % pendant la guerre alors que toutes les autres usines diminuent de près de moitié celle de sucre pour conserver davantage de vesou et de mélasse à distiller afin de répondre à l'énorme demande d'alcool de l'Etat pour les besoins de la guerre et profiter de l'explosion spéculative des cours du rhum qui l'accompagne[21]. La Retraite s'engage toutefois dans cette voie que tardivement ; c'est seulement en 1919, qu'elle réduit drastiquement son activité dans le sucre, mais nous ne connaissons pas non plus l'évolution de sa production de rhum.

En 1921, la SACIAG revend la Retraite. Nous ne savons pas s'il s'agit d'une opération de recentrage sur son métier principal, le négoce, ou d'un dégagement en catastrophe avant d'être emportée par la crise du rhum.

---

17. Ils fournissent alors 26 % du total manipulé par l'usine ; *Revue Agricole de la Guadeloupe*, vol. VII, 1934-35, p. 142.
18. Dont 350 ha en culture, 140 non cultivés mais qui peuvent l'être, 395 incultivables et 32 de terrains industriels.
19. ANOM, 125 APOM 510, apports à la SIAPAP.
20. ANOM, Notariat Gpe, minutes Gabriel, 21 décembre 1910.
21. Ch. Schnakenbourg, *Fluctuations et dépendance*, op. cit., p. 116 à 132.

L'acquéreur est une Société de production industrielle et agricole (SPIA), de Paris, dont nous ne connaissons strictement rien. L'histoire de cette société n'est pas bien brillante. Au moment de l'achat, l'usine était outillée pour produire 2.400 tonnes de sucre par campagne. La SPIA installe un nouveau moulin pour accroitre la capacité de 25 %, « mais ne met pas les autres parties du matériel en harmonie avec ce fort moulin » (évaporation, cuite, turbinage). La production augmente, certes, au cours des années 1920, mais insuffisamment pour rentabiliser cet investissement ; au sommet de cette phase de croissance, en 1925, elle dépasse à peine son niveau de l'avant-guerre (*tableau 1 et graphique*). L'usine se trouve « dans un fâcheux état » ; son matériel est « ancien et mal entretenu, en partie hors de service », ses moyens financiers sont « plus qu'insuffisantes » et ses gestionnaires « incompétents »[22]. Finalement, la SPIA dépose son bilan en janvier 1927. Les deux campagnes suivantes sont calamiteuses, avec une production en chute libre. L'usine fonctionne *a minima* grâce au soutien de la SACIAG, qui veut éviter une fermeture qui lui ferait perdre toutes ses créances. Le domaine est mis en adjudication et attribué à la SACIAG en tant que plus fort créancier par privilège de vendeur.

LA RETRAITE DANS L'ORBITE DU GRAND CAPITALISME SUCRIER (1928-1950)

Dans les deux dernières décennies de son existence, la Retraite est devenue une filiale de deux Grands du capitalisme sucrier colonial, successivement les Raffineries Saint-Louis jusqu'en 1946, la SIAPAP ensuite.

La Retraite sous le contrôle de Saint-Louis (1928-1946)

Les Gérard n'ont nulle envie de redevenir sucriers. A peine la SACIAG a-t-elle récupéré La Retraite qu'elle en cède le contrôle à la Société des Raffineries Saint-Louis, la première dans le raffinage du sucre de canne en France. En pleine expansion, elle cherche à étendre le périmètre géographique de ses activités en prenant des participations dans divers entreprises sucrières coloniales, en Guadeloupe (Blanchet), à Madagascar, au Maroc ; la Retraite offre une opportunité de renforcer son approvisionnement en sucre brut[23].

L'opération passe par la création, en juillet 1928, d'une Société du Centre de la Retraite (SCR), à laquelle la SACIAG fait apport de l'usine et son domaine, et reçoit en rémunération 8.000 actions sur les 20.000 représentant le capital. Le reste est souscrit majoritairement par Saint-Louis (11.200 actions), complété par divers actionnaires locaux pour une centaine d'actions chacun. La Retraite est donc désormais une filiale de Saint-Louis ; son siège social est à la même adresse, 3 rue de la

22. Sur tout ce qui précède, ANOM, 125 APOM 507, AG de la SCR du 18 décembre 1929, et 510, note de Gabriel Gérard, 26 juin 1928.
23. Ch. Schnakenbourg, « La compagnie marseillaise de sucrerie coloniale. Histoire de l'usine Blanchet de 1860 à 1933 », *Bull. Sté d'hist. Gpe*, n° 119-120, 1999, p. 56-62.

République, à Marseille, et, même si Gabriel Gérard en est de PDG, la majorité des dirigeants proviennent également de Saint-Louis[24].

Nous sommes relativement bien renseignés sur la gestion et les résultats de la SCR entre 1929 et 1941, par les documents récupérés par la SIAPAP au moment du rachat, en 1947[25]. Son histoire se déroule en trois temps.

La première, qui s'étend jusqu'en 1933, est celle du redémarrage. Elle commence pourtant bien mal. Le 12 septembre 1928, la Guadeloupe est ravagée par l'un des pires cyclones de son histoire. A la Retraite, qui se trouvait en plein sur la trajectoire des vents, l'usine et toutes les constructions sont détruites, et les pertes d'animaux, de matériel, d'approvisionnements et de sucres en stocks sont énormes. Le montant total des pertes représente l'équivalent de plus du quart de capital comptable de la SCR. La production de 1929 est nulle, puis la terrible sécheresse de 1931 ralentit la reprise. Mais pendant ce temps, forte du soutien de son actionnaire principal et grâce aux indemnités accordées par l'Etat (qui couvrent le tiers des pertes), l'usine est reconstruite à neuf, avec une capacité accrue d'un tiers. La production augmente très fortement en 1932, puis atteint son maximum historique l'année suivante (*Tableau 1 et graphique*).

Après le « trou » causé par la sécheresse en 1934 et 1935, les quatre campagnes suivantes, jusqu'à la guerre, constituent une période très favorable. Grâce à l'établissement du contingentement de la production française totale (betterave + canne), les sucreries coloniales jouissent d'un débouché garanti[26]. Elles stabilisent leur fabrication autour de leur contingent, tout en bénéficiant de prix de hausse en raison de la reprise économique générale. De 1936 à 1939, la Retraite tourne autour des 2.500 tonnes par campagne, les bénéfices réapparaissent, l'endettement diminue, la situation financière redevient positive. En 1937, un « coup d'accordéon » portant sur la moitié du capital vient assainir définitivement son bilan[27]. Quand éclate la guerre, Saint-Louis, qui tenait la SCR à bout de bras depuis dix ans[28], peut enfin recueillir les fruits de son investissement guadeloupéen.

Elle est bien la seule à en bénéficier. Le cyclone puis la grande crise mondiale qui suit jusqu'en 1935 entrainent localement une profonde répression sociale, marquée par une chute dramatique des revenus dans

---

24. *Ibid*, apports à la SIAPAP.
25. Où ils forment un ensemble de six cartons (n° 507 à 512) dans le fonds de la SIAPAP, conservée aux ANOM sous la cote 125 APOM. Il s'agit essentiellement de rapports d'AG et de documents comptables (cartons 507 et 510) ; sauf exception, nous ne citerons plus ces deux dernières références.
26. Voir détail dans notre *Fluctuations et dépendance*, op. cit., p. 162-165.
27. Un « coup d'accordéon » sur le capital est une opération comptable par laquelle une société anonyme procède simultanément à une réduction de son capital comptable, afin d'effacer un montant équivalent de pertes dans son bilan, puis à une augmentation de capital permettant de renforcer ses fonds propres. Dans le cas de la SCR, le bilan est tout d'abord réduit de 10 à 5 MF par diminution de moitié de la valeur nominale des actions, puis portée de nouveau à 10 M par émission de nouvelles actions à leur nouvelle valeur. Cette opération permet à Saint-Louis de prendre un contrôle pratiquement total de la Retraite ; la SACIAG, qui n'a pas suivi, est éliminée.
28. Saint-Louis assure entièrement la trésorerie. Le solde négatif de son compte-courant représente 234 % du chiffre d'affaires à son maximum, en 1932 ; il diminue ensuite jusqu'à 3 % en 1939.

la canne ; le salaire journalier diminue de l'ordre des 40 à 45 %, le prix de la canne aux planteurs de plus de moitié. A nouveau, la misère et la disette règnent en Grande-Terre[29]. Cette période est celle d'intenses luttes des travailleurs agricoles, dans lesquelles ceux de la Retraie ne sont pas les derniers. Ils participent activement à toutes les grandes grèves qui ponctuent cette période ; treize jours en juin 1930[30], du 7 au 16 février en 1934, à plusieurs reprises en février et mars 1937[31]. Leurs revendications (augmentation des salaires agricoles de 65 % en deux temps, doublement du prix de la canne, journée de huit heures) sont satisfaites par l'accord entre le gouverneur Félix Eboué et les usiniers.

Le dernier temps de l'histoire de la Retraite à l'époque de Saint-Louis se situe pendant la seconde Guerre mondiale. C'est le triste épisode du « *tan Sorin* », du nom du gouverneur de Vichy, qui instaure un régime à l'image de celui du maréchal Pétain en métropole : autoritaire, raciste et répressif. Les liaisons avec la métropole sont progressivement ralenties, puis totalement interrompues à la fin de 1942. Le ravitaillement n'arrive plus, la population est frappée par une baisse catastrophique de son niveau de vie, la sous-alimentation et la maladie règnent, la mortalité bondit. Même après le ralliement de la Guadeloupe à la France Libre, en juillet 1943, la situation ne s'améliore que très lentement et ne retourne pas à la normale avant le début des années 1950.

Les usines ne sont pas immédiatement touchées par les difficultés. Au contraire, dans un premier temps, elles sont encouragées à produire le plus possible pour pouvoir faire face à une éventuelle pénurie de sucre en métropole. C'est paradoxalement en 1942 qu'est établi un nouveau record historique de la production guadeloupéenne (69.000 tonnes), qui ne sera pas dépassé avant 1951 ; à la Retraite, le maximum de 1933 est approché à quelques dizaines de tonnes près (*Tableau 1*) et la SCR fait des bénéfices jusqu'en 1942. Mais déjà, la situation commence à se retourner. Les difficultés croissantes sur l'Atlantique, puis le blocus rural des Alliés, en 1942, ferment les débouchés ; les exportations sont pratiquement nulles en 1943 et reprennent difficilement en 1944. L'usure du matériel et la faible productivité des travailleurs de la canne, sous-alimentés, viennent s'ajouter pour provoquer un effondrement de la production ; que ce soit en Guadeloupe dans son ensemble ou pour la Retraite seulement, elle diminue de moitié entre 1943 et 1945 ; la remontée de 1946 est loin de rattraper les manques. Pour Saint-Louis, finalement, son passage à la Retraite se termine de façon bien peu satisfaisante : six années de profits seulement (1936-41) sur les seize où elle a été propriétaire de l'usine.

La SIAPAP et la fermeture (1947-1950)

C'est la raison pour laquelle, dès 1946, Saint-Louis entre en contact avec la SIAPAP pour lui vendre la Retraite. Pour les deux sociétés, l'affaire ne présente que des avantages.

---

29. En Basse-Terre, par contre, l'essor de la banane atténue assez sensiblement les effets de la crise.
30. ANOM, Aff. Pol. 3386/1.
31. ADG, Cabinet 6282/1 et 6286/2.

Pour Saint-Louis, l'objectif premier est de se débarrasser d'un boulet. L'opération lui permet en outre de renforcer sa participation (qui est déjà de 6,2 %) dans une entreprise qui se situe parmi ses principaux fournisseurs de sucre brut.

De son côté, la Société industrielle et agricole de la Pointe-à-Pitre (SIAPAP), la première de la Guadeloupe avec ses deux usines de Darboussier et Blanchet assurant 35 % de la production totale, cherche à s'étendre. Elle lance un ambitieux programme d'investissements destiné à moderniser et accroitre la capacité de ses établissements[32] et elle a besoin des cannes que l'annexion du domaine de la Retraite et ses 1.100 ha viendront lui apporter[33]. Autre avantage : pouvoir rationaliser l'exploitation de son propre domaine foncier en Basse-Terre, dans lequel celui de la Retraite s'enfonce comme un coin entre ses deux ensembles d'habitations de Petit-Bourg et Baie-Mahault[34].

Les discussions avancent vite. L'accord est conclu en novembre 1946 et approuvé par les actionnaires en février de l'année suivante. La SIAPAP reprend les dettes de la SCR et lui attribue l'équivalent de 7,5 % du capital en actions, dont l'essentiel revient à Saint-Louis, actionnaire majoritaire de la société absorbée[35].

Dès ce moment, l'usine est condamnée. La SIAPAP ne l'a rachetée que pour la fermer. Elle n'y effectue aucun investissement et laisse s'étioler l'activité à des niveaux de production très inférieurs à ceux de l'avant-guerre. Toute cette période est marquée par d'intenses luttes sociales, la situation de la population rurale ne s'étant que très peu améliorée depuis la guerre[36]. A chaque début de campagne, se produisent des grèves dont l'objectif est d'arracher aux usiniers des augmentations de salaires permettant au moins de couvrir l'inflation, alors très forte. La plus dure de toutes est celle de 1948, qui s'étend 20 à 60 jours selon les usines (53 à la Retraite).

La dernière campagne de l'usine de la Retraite est celle de 1950. En juin, à la fin de celle-ci les générateurs sont définitivement éteints.

---

32. AG du 19 décembre 1947. La production cumulée de ses deux usines passe de 13.000 tonnes en 1947 à 17.000 en 1950.
33. De 1950, dernière année d'activité de la Retraite, à 1951, le volume de cannes passées aux moulins de Darboussier augmente de 25 %.
34. Voir carte du domaine foncier de la SIAPAP au moment de sa constitution, en 1908, dans notre *Fluctuations et dépendance*, op. cit., p. 34. Il ne subit que de très légères modifications jusqu'en 1946.
35. ANMT, 1965 062/377, AG extraordinaire du 7 février 1947.
36. Sur tout ce qui précède, Ch. Schnakenbourg, *Histoire de l'industrie sucrière*, op. cit., t. IV, *Les « Vingt glorieuses » de la sucrerie guadeloupéenne (1946-1965*), p. 145-150.